

Charte de l' élu·e local·e

1. L' élu·e local·e exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité.

2. Dans l' exercice de son mandat, l' élu·e local·e poursuit le seul intérêt général, à l' exclusion de tout intérêt qui lui soit personnel, directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier.

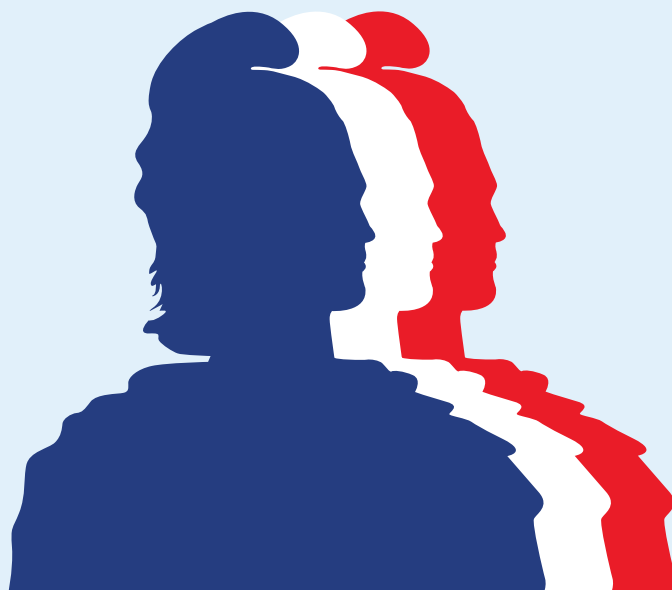
3. L' élu·e local·e veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d' intérêts. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l' organe délibérant dont il·elle est membre, l' élu·e local·e s' engage à les faire connaître avant le débat et le vote.

4. L' élu·e local·e s' engage à ne pas utiliser les ressources et les moyens mis à sa disposition pour l' exercice de son mandat ou de ses fonctions à d' autres fins.

5. Dans l' exercice de ses fonctions, l' élu·e local·e s' abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel futur après la cessation de son mandat et de ses fonctions.

6. L' élu·e local·e participe avec assiduité aux réunions de l' organe délibérant et des instances au sein desquelles il·elle a été désigné.

7. Issu·e du suffrage universel, l' élu·e local·e est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l' ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il·elle rend compte des actes et décisions pris dans le cadre de ses fonctions.



Article L1111-1-1 du Code général des collectivités territoriales :

« Les élus locaux sont les membres des conseils élus au suffrage universel pour administrer librement les collectivités territoriales dans les conditions prévues par la loi. Ils exercent leur mandat dans le respect des principes déontologiques consacrés par la présente charte de l' élu local. »